

Questions		Réponses du PNÉ
Collaboration Échange d'informations Confidentialité	<p>Considérant que la LPJ prévoit des modalités concernant la divulgation de renseignements confidentiels et émet des balises claires en ce sens,</p> <ol style="list-style-type: none">1. Quelles sont les attentes du PNÉ concernant la transmission d'informations avec la DPJ?<ul style="list-style-type: none">○ Est-il prévu que le PNÉ établisse un mécanisme de transmission d'informations avec la DPJ?○ Est-ce que des documents écrits pourraient être demandés par le PNÉ?○ Quelles informations le PNÉ possède et ne pourrait partager avec la DPJ ?2. Le PNÉ envisage-t-il dans certaines situations particulières d'acheminer un Subpoena à la DPJ ou à l'un de ses représentants?<ul style="list-style-type: none">○ Dans quelle situation et pour quel motif pourrait-il le faire?3. Comment le PRÉ prévoit-il gérer les informations confidentielles qu'il détient sur une victime mineure?	
Victime Contamination de la preuve	<p>Il a été mentionné que le PNÉ ne questionnerait pas les victimes sur les éléments de violence sexuelle ou physique et qu'un signalement à la protection de la jeunesse serait fait. Toutefois, il a également été mentionné que le PNÉ pourrait valider la crédibilité et la véracité des faits énoncés par les victimes mineures.</p> <ol style="list-style-type: none">4. Quels seront les moyens utilisés par le PNÉ pour valider la véracité des propos tenus par la victime mineure ? (Risque de contamination de la preuve) ?5. Est-ce que cela signifie que le PRÉ ne signalera pas la situation aux DPJ s'il ne croit pas les verbalisations de l'enfant?6. Considérant que le PNÉ mentionne ne pas être dans l'obligation de transmettre les informations qu'il détient, qu'en est-il dans les situations où le PNÉ est le seul à détenir une information privilégiée qui permettrait de protéger un enfant ?<ul style="list-style-type: none">○ Comment s'assurer que l'information privilégiée reçue par le PNÉ (PRÉ) soit transmise à la DPJ pour s'assurer de bien protéger l'enfant VS ouï-dire et témoignage au TJ ou cour criminelle?7. Quelles sont les étapes du processus d'enquête du PNÉ (qui est rencontré, l'ordre des rencontres, s'échelonne sur combien de temps...)?	

	<ul style="list-style-type: none">○ Quelles sont les obligations et les responsabilités du PNÉ en regard de l'information à transmettre aux parents et le tout se fait à quel moment dans le processus d'enquête? <p>8. Comment le PNÉ prévoit-il agir dans les situations de plaintes d'agression sexuelle d'un mineur sur un autre mineur puisque deux lois s'appliquent dans ces situations ? (LPJ et LSJPA)</p> <p>9. Est-ce possible d'expliquer comment le PNÉ va s'assurer d'intervenir dans le cadre du respect des bonnes pratiques cliniques et juridiques?</p> <ul style="list-style-type: none">○ Comment va-t-il éviter la confusion des rôles et respecter les responsabilités exclusives de la DPJ, dans le cadre de l'entente multisectorielle et éviter de contaminer la preuve?○ Comment préserver la preuve lorsque deux lois sont concurrentes? (LPJ/LSJPA)	
Obligation de signaler Information Diffusion	<p>La loi sur la protection de la jeunesse prévoit l'obligation de signaler pour tout professionnelle dans l'exercice de sa profession de signaler toutes situations sans délai (art 39 LPJ). Ainsi :</p> <p>10. Que prévoyez-vous mettre en place pour vous assurer de la bonne compréhension du personnel scolaire et du PNÉ/PRÉ face à leur obligation de signaler, sans délai, aux DPJ toutes situations visées par la LPJ s'il y a un motif de croire que la sécurité ou le développement de l'enfant est compromis?</p> <p>11. Quels sont les critères qui vous permettent de déterminer si une situation rapportée est de l'ordre de la gestion interne vs l'obligation de signaler à la DPJ? Quelle façon de l'obligation de signaler sans délai la situation à la DPJ va être actualisée?</p> <p>12. Est-ce qu'il est prévu d'apporter des modifications à la vidéo diffusée sur la plateforme YouTube puisqu'elle ne fait pas état de l'obligation de signaler aux DPJ?</p> <p>13. Le PNÉ a nommé qu'il y aurait des affiches dans les écoles pour expliquer le rôle du PNÉ et des PRÉ. Est-ce que le PNÉ pourrait apporter des modifications à ses affiches afin d'y ajouter l'obligation de signaler aux DPJ?</p>	
Gouvernance et pouvoir d'enquête	<p>La CDPDJ dispose déjà d'un pouvoir d'enquête général en vertu de la LPJ (art. 26) qui lui permet de prendre connaissance de dossiers concernant un enfant suivi par le DPJ;</p>	

	<ul style="list-style-type: none">○ Le Protecteur du citoyen, quant à lui, est investi des pouvoirs et immunités attribués aux commissaires en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête, lorsqu'il enquête sur une matière relevant de sa compétence, comme le sont le PNE et les PRE lorsqu'ils enquêtent (art. 51 LPNE).○ Est-ce que ce pouvoir d'enquête permet la consultation des dossiers d'utilisateur ou l'obtention de renseignements autrement confidentiels?○ Est-ce que le pouvoir d'enquête général, notamment l'article 9 de la Loi sur les commissions d'enquête, permet l'accès au dossier d'utilisateur, malgré la confidentialité?○ Par ailleurs, les renseignements obtenus par le PNE ou les PRE demeurent confidentiels en vertu de la LPJ et ne pourront être divulgués par suite de leur obtention et sont aussi confidentiels en vertu de la LPNE (art. 47);○ Si on prend pour acquis que le PNE et les PRE ont, en vertu de leurs pouvoirs d'enquête, accès aux dossiers d'utilisateurs suivis par le DPJ. Les PRE et le PNE n'ont pas de pouvoir de modifier ou de réviser des décisions prises par le DPJ, ni de s'immiscer dans le processus clinique ou judiciaire et les décisions prises par le DPJ?○ Aussi, ce ne sont pas tous les dossiers de violences à caractère sexuel qui feront l'objet d'une enquête, qui demeure discrétionnaire?○ Qu'elle est votre lecture du pouvoir d'enquête dans des situations où le DPJ est impliqué? <p>14. Quel est le rôle du PNÉ face aux centres de services scolaires, écoles et autres instances avec qui elle aura à collaborer dont le DPJ?</p> <ul style="list-style-type: none">○ Posture opérationnelle ou de recommandation (ombudsman) <p>15. Étant donné que vous recevez des appels de plaintes à caractère sexuel quelle posture, comptez-vous prendre?</p> <p>16. Considérant la superficie du territoire, comment les PRÉ vont parvenir à collaborer de manière étroite avec l'ensemble des régions, vu que parfois ils ont à couvrir plusieurs régions?</p> <p>17. Est-ce possible de mettre en place une seule politique de lutte contre l'intimidation et la violence uniforme pour l'ensemble des centres de service scolaire?</p>	
--	--	--

	<p>18. Quel moyen le PNÉ va mettre en place pour s’assurer qu’un membre de son personnel, dont aucune accusation criminelle n’a été portée contre lui ne puisse intégrer un centre de services scolaire d’une autre région?</p>	
Entente-Multisectorielle	<p>Rappel, l’entente multisectorielle doit être déclenchée par la DPJ ou les policiers uniquement. Comme prévu dans le guide de pratique de l’Entente multisectorielle, l’enquête administrative doit s’effectuer après concertation entre les partenaires : le centre de service scolaire, les policiers et la DPJ.</p> <p>19. Bien que des délais soient prévus à Loi sur le protecteur national de l’élève, est-ce que le PRÉ prévoit mettre en suspens le traitement de la plainte reçue à son niveau le temps de l’enquête de la DPJ et des policiers?</p> <ul style="list-style-type: none">○ Comment le PNÉ peut-il émettre des recommandations à un établissement scolaire si la DPJ ou le corps policier n’a pas encore terminé son enquête? <p>20. Le PNÉ fait référence aux infractions à caractère sexuel, qu’en est-il des abus physiques et de la négligence grave?</p>	
Formation et le rôle du Centre Marie-Vincent	<p>La Loi sur la protection de la jeunesse est une loi d’exemption qui donne aux DPJ un rôle et des responsabilités qui lui sont exclusives. L’application de cette loi et les problématiques citées à l’article 38 demandent une expertise. Il est important de rappeler que les DPJ sont imputables des décisions qui sont prises en vertu de cette loi. Ainsi ils sont les mieux placés pour offrir une formation concernant l’application de cette loi.</p> <p>21. Est-ce que l’ensemble des PRÉ ont reçu une formation sur : la LPJ, les diverses problématiques, l’Entente multisectorielle ainsi que sur les règles en matières juridiques dont le témoignage à la cour et interdiction de ouï-dire, etc., qui permettent de protéger un enfant?</p> <ul style="list-style-type: none">○ Veuillez détailler les formations reçues ou celles à venir en termes de formation continue?○ Comment s’arrimer avec la DPJ lors d’informations reçues en dehors de l’entente multisectorielle? <p>22. En quoi consiste votre collaboration avec le Centre Marie-Vincent?</p> <ul style="list-style-type: none">○ Quels ont été les sujets de formation ?○ Quel est le rôle du Centre Marie-Vincent auprès du PRÉ en tant que rôle-conseil?	

Points à discuter

1. Loi sur l’instruction publique (article 26) la loi sur l’instruction stipule que :

« Toute personne physique peut porter plainte au ministre contre un enseignant pour une faute grave commise à l’occasion de l’exercice de ses fonctions ou pour un acte dérogatoire à l’honneur ou à la dignité de la fonction enseignante.

La dénonciation d’une déclaration de culpabilité à l’égard d’un enseignant ne peut être considérée comme une plainte aux fins de la présente sous-section.

La plainte doit être écrite, motivée et faite sous serment. Elle doit indiquer sommairement la nature et les circonstances de temps et de lieu de la faute reprochée à l’enseignant. Elle est reçue par la personne que désigne le ministre, laquelle doit prêter assistance, pour la formulation de la plainte, à la personne qui le requiert.

Le ministre transmet une copie de la plainte à l’enseignant en l’invitant à lui communiquer, par écrit et dans les 10 jours, ses observations. »

Dans les situations concernant des actes dérogatoires à la profession, la loi est claire « Toute personne physique peut porter plainte au ministre [...] ». Aux fins de clarification, la DPJ peut-elle porter plainte au ministre directement ou doit-elle s’adresser d’abord au PRÉ voire le PNÉ ?

Propositions des DPJ

- Les DPJ offriront des activités de sensibilisations auprès du PRÉ de l’ensemble du Québec sur le terme de la Loi sur la protection de la jeunesse ainsi que de l’Entente multisectorielle.
 - deux option : national et régional for nécessaire de la LPJ et EM.
 - formule économique où on réuni l’ensemble des PRÉ et offre une formation.
 - Diss, hybride. EM et LPJ universel, protocole d’application de l’EM est variable dans l’application.
 - Une grosse formation par tous les DPJ et les PRÉ en présence ou virtuel. But entendre les mêmes messages.
 - PNÉ et PRÉ peuvent nous rendre la pareil pour nous informer de ce qu’ils font.
 - Décision : retour avec la formule retenue. Formule à tous ou spécifique régionalement.

Proposition du MSSS

- Mettre en place un comité d’implantation de suivi du PNÉ pour la prochaine année. Le MSSS et le PNÉ coanimeront ce comité composé de quelques représentants des DPJ et des PRÉ représentatif de l’ensemble des régions du Québec.
 - aussi favorable
 - quelques représentants sur ce comité composition 1 du régional et 1-2 du national. Voir avec Hugo.
 - suite des questions seront adressées au comité.

